

Algérie, société civile, mouvement de contestation populaire et transformations de la scène politique algérienne

Laurence Thieux. Professeur de Relations internationales, Universidad Complutense de Madrid

En Algérie, depuis le début de 2019, le mouvement Hirak, issu de la société civile, a bouleversé la scène politique. Depuis la déposition du président Abdelaziz Bouteflika, le mouvement populaire a fait preuve de maturité politique dans la rue en maintenant l'unité et en déjouant les manœuvres du pouvoir pour tenter de le diviser. Les organisations de la société civile algérienne, dont les organisations d'étudiants et aussi de nombreuses femmes, sont en pleine ébullition dans le but d'articuler leurs revendications. Au cours des dernières décennies, l'Algérie a connu, en effet, de nombreuses protestations, lesquelles expriment le malaise du peuple à l'égard d'un système de gouvernance incapable de satisfaire ses besoins les plus élémentaires.

Le mouvement populaire – connu sous le nom de Hirak¹ – qui, depuis le mois de février 2019, revendique un changement radical du système politique, a bouleversé la scène politique algérienne. Les manifestations qui se succèdent chaque vendredi (et le mardi pour celles des étudiants) ont surpris l'ensemble de l'élite politique et la communauté internationale par leur ampleur, leur constance et leur détermination ainsi que par le pacifisme et le civisme des manifestants. Si, au départ, le soulèvement populaire s'est articulé autour du rejet du cinquième mandat du président Abdelaziz Bouteflika, malade et prostré dans un fauteuil

roulant depuis 2013, les revendications populaires ont fini par viser l'ensemble du système et les personnalités politiques qui l'incarnent. L'un des slogans les plus scandés : *Yatenahaw ga3* [Dégagez tous] sera repris dans toutes les manifestations pour signifier au régime en place que les solutions en demi-teinte ne seraient pas acceptées par la rue.

Si en réponse aux contestations, l'armée – s'exprimant à travers la figure d'Ahmed Gaïd Salah, chef d'État major – a lâché le clan présidentiel en poussant le président Bouteflika à la démission, le 2 avril 2019, elle n'a cependant pas cédé sur l'essentiel et a maintenu une position

1. *Hirak* est un mot arabe signifiant « mouvement », qui peut être politique ou social.

ambiguë pour maintenir une feuille de route de transition pilotée par elle-même. Invoqué pour légitimer la substitution de Bouteflika par le président du Sénat, Abdelkader Bensalah, l'article 102 de la Constitution a servi de solution institutionnelle, mais n'a pas résolu la crise politique. Ni le gouvernement présidé par l'ex-ministre de l'Intérieur, Nouredine Bédoui, après le limogeage de Ouyahia, ni le nouveau président par intérim n'ont la faveur des Algériens qui ont aussi réclamé leur départ. Selon cette même feuille de route de nouvelles élections avaient été convoquées pour le 4 juillet 2019. Le rejet de la rue a finalement conduit à leur annulation.

Ni le gouvernement présidé par l'ex-ministre de l'Intérieur, Nouredine Bédoui, après le limogeage de Ouyahia, ni le nouveau président par intérim n'ont la faveur des Algériens qui ont aussi réclamé leur départ

Si, d'un côté, le pouvoir campe sur ses positions et ne propose depuis le début des manifestations que des mesures visant à gagner du temps et à faire diversion – comme l'opération « mains propres » lancée contre les oligarques proches du pouvoir – le mouvement populaire fait preuve d'une grande maturité politique dans la rue en maintenant l'unité et en déjouant aussi les manœuvres du pouvoir pour tenter de le diviser et d'accélérer son essoufflement. Ces calculs ont pour l'instant échoué, mais jusqu'à quand ?

L'armée a tenté de jouer la carte de la cristallisation identitaire en interdisant les drapeaux amazighs lors des manifestations. En effet, le général Ahmed Gaïd Salah a mis en

garde, le 19 juin à Béchar, contre les « tentatives d'infiltration » par des manifestants brandissant des drapeaux autres que l'emblème national².

Il n'en reste pas moins que l'articulation des différentes tendances qui composent ce mouvement transversal est un grand défi qui, pour l'instant, est resté – pour ainsi dire – en stand-by, en raison de la force de l'objectif poursuivi : le départ de l'élite dirigeante. La structuration du mouvement et la traduction des revendications exprimées par les manifestants en une feuille de route concrète pour la transition posent donc encore de nombreuses interrogations.

Tout d'abord, l'articulation entre la société civile organisée et le mouvement populaire pose question. Il convient de rappeler que ce dernier a été accompagné par les organisations de la société civile qui n'ont pas été le fer de lance de la contestation.

Longtemps contraintes dans leur expression et harcelées par les méthodes insidieuses de répression mises en place par les autorités algériennes pour les neutraliser, les organisations de la société civile sont faibles et ont eu beaucoup de mal au cours des dernières décennies à articuler leurs revendications à travers des réseaux ou initiatives conjointes.

Il n'est donc pas étonnant que la contestation se soit déployée en Algérie sous de nouvelles formes et que les organisations de la société civile aient pris le train en marche.

Le mouvement populaire de février 2019 a commencé à Kherrata³ en Kabylie, à partir d'où les manifestations ont essaimé dans tout le pays. Les principales villes du nord de l'Algérie Alger, Oran, Annaba, Tizi Ouzou, Bouïra, Bejaïa en Kabylie mais aussi au sud, Tamanrasset, Ouargla... Aux manifestations du vendredi

2. <https://www.tsa-algerie.com/marches-gaid-salah-met-en-garde-contre-ceux-brandissant-des-drapeaux-autres-que-lemebleme-national/>

3. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/06/08/a-kherrata-aux-sources-du-soulevement-algerien_5473351_3212.html

se sont greffées des manifestations sectorielles de divers corps professionnels (avocats, juges, journalistes). Cette société en pleine ébullition a été frappée de plein fouet par l'humiliation du cinquième mandat du président malade, qui a servi de catalyseur à cette énergie collective sans précédent qui, de nos jours, mène les Algériens et les Algériennes à se réapproprier l'espace public longtemps confisqué par l'État.

Le mouvement populaire de 2019, indépendamment de son issue, rompt avec la vision prédominante véhiculée par les élites algériennes et relayée par les médias occidentaux d'une Algérie stable et solide dans un contexte régional tumultueux. Le cliché de la stabilité est étroitement lié à l'invisibilité des changements profonds qui ont structuré la société algérienne au cours des 20 dernières années.

Le mouvement populaire de 2019, indépendamment de son issue, rompt avec la vision prédominante véhiculée par les élites algériennes et relayée par les médias occidentaux d'une Algérie stable et solide dans un contexte régional tumultueux

Aux yeux de la communauté internationale, la stabilité du régime a relégué au second plan les nombreuses manifestations de malaise émanant des différents secteurs de la société. Le Hirak n'est pas un réveil du peuple algérien. Au cours des deux dernières décennies la société algérienne n'a cessé de protester et d'exprimer son malaise à l'égard d'un système de gouvernance incapable de satisfaire ses besoins les plus élémentaires. En effet, depuis les années 2000, l'Algérie a connu un nombre significatif de microrévoltes (en 2010, le ministère de l'Intérieur en recensait 10 000).

Elles ne représentaient pas un danger majeur pour le régime qui se contentait de répondre partiellement aux revendications en adoptant des mesures le plus souvent palliatives et en comptant pour ce faire sur une rente pétrolière abondante.

Depuis le printemps noir de 2001, la Kabylie a été le foyer de nombreuses mobilisations émanant de différents secteurs : fonctionnaires, médecins et même la police... Dans le sud du pays les manifestations ont aussi abrité de nouvelles formes de mobilisations sociales comme celle du mouvement des diplômés chômeurs à travers le Comité national de défense des droits des diplômés chômeurs à Ouargla⁴ ou le collectif contre l'exploitation du gaz de schiste à Ain Salah⁵.

Un autre cliché prédominant que le Hirak a fait voler en éclats est celui d'une jeunesse algérienne apathique, dépolitisée et ne cherchant qu'à fuir le pays de la *hogra*⁶. Même si une grande partie de cette jeunesse répond, d'une certaine manière, à ce stéréotype, les traits sociologiques et politiques de cette génération incomprise sont beaucoup plus complexes. Une étude réalisée par le Centre de Recherche en Économie appliquée pour le Développement, en 2015, dans le cadre du projet Sahwa indiquait que les deux tiers des jeunes enquêtés n'étaient pas intéressés par l'actualité politique⁷. Le rôle central de la jeunesse algérienne dans le mouvement populaire depuis février 2019 offre une image complètement différente : des jeunes engagés, dynamiques, informés, créatifs et pacifiques qui manifestent le vendredi et le mardi pour un changement politique profond. En s'étant détournés des formes traditionnelles de participation politique, comme la militance au sein de partis politiques ou l'engagement

4. <https://www.elwatan.com/a-la-une/vive-tension-a-ouargla-15-09-2018>

5. <https://www.algerie-focus.com/2015/04/gaz-de-schiste-in-salah-en-quete-un-second-souffle/>

6. Le mot *hogra* définit en dialectal algérien le dédain, le mépris, l'oppression, l'injustice ou l'excès de pouvoir dont les autorités font preuve en toute impunité à l'égard de la population qu'elles gouvernent.

7. <http://sahwa.eu/OUTPUTS/Other-publications/National-Case-Study-ALGERIA>

associatif, les jeunes Algériens avaient fini par devenir invisibles pour les décideurs politiques. Ce rejet des partis politiques est une conséquence directe de leur manque de crédibilité et de fonctionnalité à l'heure de réformer en profondeur le système de pouvoir en Algérie et de leur complicité (pour certains d'entre eux) avec la mascarade de démocratie instaurée par les véritables détenteurs du pouvoir : l'armée et le cercle présidentiel.

La capacité du secteur associatif et des syndicats d'attirer les jeunes a aussi été très limitée. Les associations et les syndicats autonomes ont été ciblés par la politique répressive du régime. Par ailleurs, leurs divisions internes ont fortement limité leur champ d'action et leur capacité à construire une base solide au sein de la société et à renouveler aussi leur capital humain. L'habileté du régime et des services secrets à activer des mécanismes de neutralisation, cooptation et répression de toute expression collective ou individuelle susceptible de menacer le statu quo politique a beaucoup affaibli la capacité de la société civile à se constituer en force de propositions⁸. Il faut rappeler à cet égard qu'après les mobilisations du printemps arabe de 2011 et leur impact limité en Algérie, l'Assemblée Populaire nationale (le Parlement algérien) adoptait une loi très restrictive⁹ sur la liberté d'association.

Outre le cadre légal très contraignant, les associations et les syndicats doivent faire face à de nombreuses tracasseries administratives. Les syndicats autonomes qui ont réussi à se fédérer autour de la Confédération des syndicats algériens (CSA) regroupant 13 syndicats autonomes de la fonction publique en novembre 2018 n'ont toujours pas obtenu leur agrément et ont

été particulièrement ciblés par les stratégies insidieuses d'infiltration et de clonage de la part des pouvoirs publics¹⁰. À titre d'exemple, pour neutraliser le Syndicat national autonome du personnel de l'administration publique (SNAPAP), le régime a favorisé la création d'une entité similaire pour semer le doute sur l'orientation politique du syndicat et provoquer des excisions visant à l'affaiblir.

Même si les manœuvres du pouvoir sont en grande partie responsables de la fragmentation du tissu associatif en Algérie, l'atomisation de la société civile organisée est aussi le résultat des dynamiques internes des associations bien souvent plongées dans des querelles internes de leaderships ou d'accaparement du pouvoir par certaines personnalités, ce qui a aussi dégradé leur image auprès des jeunes.

La faiblesse de la participation des jeunes dans les associations et les partis ne devrait pas être interprétée comme un signe de passivité ou de désintérêt pour la « chose publique »

Outre l'impossibilité d'accéder à l'espace public et de pouvoir mener librement des actions de sensibilisation ou autres activités leur permettant d'élargir leur assise sociale, les associations souffrent aussi d'un manque de renouvellement de leurs élites dirigeantes ou de relève générationnelle.

La faiblesse de la participation des jeunes dans les associations et les partis ne devrait pas être interprétée comme un signe de passivité ou de désintérêt pour la « chose publique ». Nombreux sont ceux qui ont participé à des actions civiques ou de solidarité ou à des pro-

8. L. Thieux, « El papel de la sociedad civil argelina en las perspectivas de cambio político en Argelia ». *Revista general de derecho público comparado*, n° 11, p. 9, 2012.

9. C. Pérez Beltrán, « La ley argelina de asociación de 2012: presentación y traducción », *Miscelánea de estudios árabes y hebraicos. Sección Árabe-Islam*, vol. 64, pp. 205-222, 2015.

10. <https://www.elwatan.com/edition/actualite/la-confederation-des-syndicats-autonomes-tire-la-sonnette-dalarme-08-12-2018>

jets de protection de l'environnement ou de récupération du patrimoine témoignant ainsi d'une nouvelle forme de conscience citoyenne et de civisme.

L'engagement des jeunes dans le tissu associatif a été marginal au cours des dernières décennies, comme le montre l'enquête réalisée par le Rassemblement Action Jeunesse en 2017 sur un échantillon de 1 462 personnes dans 41 wilayas, qui signalait que seuls 2,5 % des enquêtés déclaraient être membres d'une association et seuls 0,2 % étaient affiliés à un syndicat.

Les étudiants : des acteurs clefs du Hirak

La capacité répressive du régime n'a pas épargné le champ universitaire. Les syndicats d'étudiants ont été rapidement mis sous contrôle à partir des années 90. D'autant plus que l'influence du Front islamique du Salut (FIS) dans les années 80 avait aussi trouvé un terrain favorable sur les campus. Les syndicats d'étudiants, comme l'Union nationale des Étudiants algériens, ont été cooptés par le régime ou contrôlés par les forces politiques qui font le jeu du pouvoir, comme l'Union générale des étudiants libres, proche du parti islamiste du Mouvement de la Société pour la Paix. En 2011, le milieu universitaire a été étroitement surveillé et les tentatives de grève ainsi que les initiatives de structuration ou de création de structures autonomes au sein du milieu étudiant ont été empêchées, comme ce fut le cas de la Coordination nationale autonome des étudiants.

Les étudiants sont des acteurs clefs de la contestation populaire contre le régime. Leur

nombre a été multiplié par 4 en 20 ans : de 425 000 en 1999, ils sont passés à 1,7 million, dont un tiers sont des étudiantes¹¹. Comme le mouvement populaire dans son ensemble, les étudiants doivent relever le défi de l'organisation et du passage de la revendication à la formulation de propositions concrètes pour assurer que leurs voix ne soient pas à nouveau dissoutes par des forces politiques mieux outillées pour récupérer le mouvement et s'imposer dans les prochaines étapes¹². Il n'est pas étonnant – compte tenu du potentiel du mouvement étudiant comme force de changement – que le pouvoir ait essayé dans les premiers mois de la contestation de neutraliser les étudiants en avançant la date des vacances du mois d'avril et en fermant les résidences universitaires durant un mois¹³.

En 2011, le milieu universitaire a été étroitement surveillé et les tentatives de grève ainsi que les initiatives de structuration ou de création de structures autonomes au sein du milieu étudiant ont été empêchées

La coordination du mouvement de contestation en Algérie à l'échelle nationale constitue aussi un grand défi. La représentativité géographique des plateformes qui se dégageraient du mouvement est essentielle pour en assurer la viabilité et la crédibilité. Les expériences antérieures montrent que de nombreux obstacles peuvent faire échouer les initiatives de fédération des courants reflétant la diversité et les contradictions de la société algérienne. À titre d'exemple on peut rappeler ici l'expérience du mouvement contre l'exploitation de gaz de schiste à In Salah, en 2015, qui s'est

11. J.B Meyer, « Les étudiants, clé du changement en Algérie », *Le Monde* (11/03/2019), disponible en https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/03/11/les-etudiants-cle-du-changement-en-algerie_5434510_3212.html?xtmc=etudiants_algerie&xtcr=10

12. <https://algeria-watch.org/?p=71593>

13. <https://el-watan.com/entre-marches-des-etudiants-et-greve-generale-un-dimanche-de-mobilisation-dans-les-wilayas-de-louest>

montré très réticent à élargir le champ de ses revendications, comme le sollicitaient alors de nombreuses organisations de la société civile qui souhaitaient soutenir le mouvement et lui donner un écho national et même international (auprès du Forum social mondial qui a eu lieu à Tunis la même année). Cette réticence s'explique aussi par les nombreuses tentatives passées de récupération du mouvement afin d'en détourner les objectifs par les stratégies insidieuses du pouvoir.

La carte de la division pour affaiblir le mouvement

Compte tenu de l'histoire récente de l'Algérie, marquée par les divisions idéologiques, religieuses, ethniques qui ont fragmenté la société algérienne durant des décennies, il n'est pas réaliste de minimiser le risque de fragmentation du mouvement. Durant les marches du vendredi, le pouvoir ne s'est pas privé d'utiliser cette stratégie pour essayer de désactiver les mobilisations : la présence de leaders islamistes dans la rue pour réveiller la peur d'un retour aux années noires. Le fait que certaines initiatives collectives proposant des sorties de crises aient été signées par les anciens leaders du FIS participe de la même stratégie, comme la Coordination nationale pour le Changement¹⁴.

D'ailleurs, le risque de remontée des islamistes a été ressassé à volonté par les observateurs internationaux (surtout en Europe), qui bien souvent appliquent la même grille de lecture sans prendre en considération la singularité de chaque contexte. En Algérie, l'ascension politique du FIS à la fin des années 80 et sa victoire prévisible au second tour des

élections législatives de 1991 ont abouti à l'interruption du processus électoral par les militaires en janvier 1992, ce qui a provoqué un conflit d'une violence inouïe durant une décennie¹⁵. Le FIS a été démantelé. Après le processus de réconciliation nationale imposé par le président Bouteflika pour tourner la page d'une des étapes les plus sombres de l'Algérie, les partis islamistes modérés, plus ou moins intégrés dans le jeu politique du pouvoir, ont perdu leur assise populaire. Ainsi, l'absence d'une force islamiste aussi structurée que les Frères Musulmans en Égypte rend improbable un scénario à l'égyptienne où les islamistes ont récupéré jusqu'en 2013, les bénéfices politiques de la révolution du 25 janvier. Toutefois, rien ne permet de prédire si des cendres du FIS renaîtra ou non, à moyen ou long terme, un mouvement similaire. Le terrain y est favorable dans la mesure où la société algérienne est conservatrice et la place de la religion toujours aussi importante.

Compte tenu de l'histoire récente de l'Algérie, marquée par les divisions idéologiques, religieuses, ethniques qui ont fragmenté la société algérienne durant des décennies, il n'est pas réaliste de minimiser le risque de fragmentation du mouvement

Longtemps réprimées, les voix de la dissidence, qu'elles soient féministes, régionalistes ou religieuses, pourraient être tentées de profiter de cette libération de la parole pour faire avancer leurs propres agendas de revendications.

Les femmes, toutes générations confondues, ont aussi été très présentes dans le mouvement de contestation contre le régime algérien. « Les

14. <https://www.algerie-eco.com/2019/03/18/une-plateforme-pour-le-changement-en-algerie-vient-detre-lancee-et-si-gnee-par-plusieurs-personnalites-politiques/>

15. Voir L. Thieux, *Islamismo y democracia en Argelia: Francia y Estados Unidos frente al conflicto*, Madrid, Ediciones del Oriente y del Mediterráneo, 2008.

carrés féministes » ont fait leur apparition au sein des manifestations du vendredi, afin de mettre en avant les revendications pour l'égalité¹⁶. La cause féministe en Algérie a une longue histoire, cependant, la lutte des femmes algériennes pour la reconnaissance de leurs droits n'a pas échappé aux brèches générationnelles, comme dans les autres secteurs de la société civile. Depuis le mois de février, de nouvelles dynamiques se sont créées dans le sillage de cette libération générale de la parole rapprochant la vieille garde militante d'une nouvelle génération de féministes. Cependant, comme signalé auparavant, la mise en avant d'un agenda féministe peut aussi diviser le mouvement populaire et n'est pas à l'abri d'une instrumentalisation par le pouvoir.

Jusqu'à présent, les tentatives de semer la discorde ont été déjouées. De nombreuses leçons apprises ont permis aux acteurs du mouvement de rester vigilants et de ne pas tomber dans le piège de la division. La résistance du mouvement à sortir de son horizontalité en retardant le moment de se structurer ou en permettant l'émergence de leaders est, en quelque sorte, une manière de se protéger.

Ainsi, la question centrale de la structuration du mouvement populaire reste entière, même si des initiatives visant à articuler les diverses propositions émanant de la société

civile – associations, partis politiques, syndicats autonomes – commencent à émerger dans le but de faire des propositions de sortie de crise. Plusieurs dynamiques de la société civile se sont réunies le 15 juin 2019, pour dégager une proposition commune de feuille de route pour la transition¹⁷.

De nombreuses leçons apprises ont permis aux acteurs du mouvement de rester vigilants et de ne pas tomber dans le piège de la division

Les processus de transition politique sont très complexes, mais le rôle de la société civile y est fondamental. Les expériences tunisienne et égyptienne nous ont montré à quel point il était important d'avoir une société civile structurée et vigilante pour que les objectifs de la « révolution » ne soient pas détournés au profit de forces contre-révolutionnaires. Au contraire, en Égypte, l'existence d'une société civile mieux structurée et coordonnée a certainement fait défaut pour atténuer les effets négatifs d'une polarisation extrême entre l'armée et les Frères Musulmans.

En Algérie, la structuration du mouvement populaire est aussi une étape incontournable pour progresser sur la voie de la démocratisation du système politique algérien.

16. https://www.huffpostmaghreb.com/entry/au-carre-des-feministes-les-algeriennes-revendiquent-leur-part-du-changement_mg_5c950164e4b01ebeeef0e8e48

17. <https://www.tsa-algerie.com/le-changement-politique-ne-peut-pas-venir-uniquement-des-manifestations-de-rue/>